



Montreuil, le 23 octobre 2017

Depuis avril 2014, nos neuf organisations dénoncent les politiques menées à l'égard des personnes retraitées. Nous soulignons particulièrement les pertes régulières de pouvoir d'achat résultant du cumul de l'absence de revalorisation des pensions avec les mesures augmentant les impôts des personnes retraitées, et l'insuffisance criante des moyens mis en œuvre pour développer une solidarité réelle à l'égard des personnes en situation de perte d'autonomie.

Les retraités ont le sentiment d'être les mal-aimés de la République. On a qualifié les retraitées et retraités de « nantis », d'enfants gâtés, de « privilégiés », en cherchant à les mettre en opposition à l'égard des jeunes et des « actifs », comme si la politique actuellement poursuivie, comme celle des précédents gouvernements, n'était pas elle-même génératrice du chômage de masse dont sont victimes nos enfants et nos petits-enfants. Plus récemment, nombre de personnes retraitées ont pris pour elles le nouveau qualificatif de « fainéant » récemment formulé dans les médias.

La pétition sur Change.org contre l'augmentation de la CSG qui va prochainement atteindre les 300 000 signatures, la mobilisation historique du 28 septembre qui a rassemblé le double des manifestations précédentes, toutes catégories de populations présentes, illustrent la colère des retraités.

Les pensions n'ont été augmentées que de 0,8 %, on nous promet une nouvelle année blanche.

En ce moment, le Parlement légifère sur le PLFSS, il s'apprête une nouvelle fois à mettre l'hôpital à la diète. En ville les personnes âgées souffrent du manque de médecin, aucune mesure concrète face aux déserts médicaux. De plus en plus de retraités n'ont plus les moyens de se payer une mutuelle. L'augmentation de 2 € du forfait hospitalier, à la charge des mutuelles et des assurances complémentaires, se répercutera directement sur les assurés sociaux qui verront leur cotisation augmenter.

La suppression de la taxe sur les salaires représentant 4 milliards d'euros qui permettraient de créer 80 000 emplois pour les hôpitaux, c'est ce que va coûter la suppression de l'ISF qui ne va profiter qu'aux plus riches de notre pays.

A l'Assemblée Nationale, déjà un certain nombre de mesures ont été adoptées comme l'augmentation de la CSG. Comme le souligne Le Figaro, "2,5 millions de retraités y seront de leur poche".

Nos neuf organisations constatent que les différents choix du gouvernement donnent de la politique actuelle une image particulièrement déséquilibrée. Pendant que l'on augmente la CSG, pendant que l'on baisse les APL, qu'est augmenté de deux euros le forfait hospitalier, que l'on supprime les emplois aidés, que l'on prive les collectivités territoriales de ressources leur permettant de développer des politiques sociales et solidaires, etc., on poursuit la baisse du taux de l'impôt sur les

sociétés, on plafonne à 30 % le taux d'imposition des revenus mobiliers, on exonère les portefeuilles boursiers de l'impôt sur la fortune. Ces nouveaux cadeaux fiscaux faits à une minorité privilégiée vont coûter très cher à la majorité de la population. Les budgets publics seront encore plus en difficultés et le gouvernement va s'appuyer sur cette situation qu'il aura lui-même créée pour justifier la décision de nouvelles « économies budgétaires » qui seront autant de coupes claires dans les budgets de fonctionnement des services publics, des services sociaux et de santé.

Madame, Monsieur le Député cette journée du 9 novembre est marquée dans toute la France par des rencontres auprès des Parlementaires présents dans leurs circonscriptions afin de leur demander de retirer la hausse de la CSG, rattraper la perte de pouvoir d'achat des pensions, stopper la casse de la politique de santé. Les retraités veulent vivre dignement.

Madame, Monsieur le Président de votre groupe parlementaire, nos organisations syndicales et associatives, souhaitons vous rencontrer, ce 9 novembre si possible dans l'après midi dans le cadre de cette nouvelle journée de mobilisation.

Dans l'attente d'une réponse positive, recevez, Madame, Monsieur, nos salutations les plus respectueuses.

Pour nos organisations

François Thiéry-Cherrier  
[f.thiery-cherrier@cgt.fr](mailto:f.thiery-cherrier@cgt.fr)  
[ucr@cgt.fr](mailto:ucr@cgt.fr)

---

François Thiéry-Cherrier (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)  
Didier Hotte (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)  
Jacqueline Valli (UNAR-CFTC, 128 avenue Jean Jaurès, 93697 Pantin cedex)  
Daniel Delabarre (UNIR CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris)  
Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain-Rolland, 93260 Les Lilas)  
Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 144 boulevard de la Villette, 75019 Paris)  
Michel Salingue (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)  
Roger Perret (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)  
Jacques Sanchez (LSR, 263, rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)